

## **NOUVELLE TRAGÉDIE PÉRUVIENNE, NOUVEAU CRIME GOUVERNEMENTAL IMPUNI**

**Ce qui s'est passé au Pérou, avec une confrontation très violente, début juin, entre des communautés indiennes et des forces de police (une trentaine de morts), suite à des décrets pris par le gouvernement d'Alan Garcia permettant à des entreprises multinationales d'ouvrir des mines gazières et pétrolières dans des territoires (forêts) indiens, est révélateur des résistances indiennes de plus en plus fortes face à une économie mondialisée prédatrice et destructrice...**

Des faits extrêmement graves se sont déroulés au cours des derniers mois et des dernières semaines au Pérou. Au cours de l'année 2008, avec l'objectif authentiquement déclaré d'exproprier les communautés autochtones de l'Amazonie péruvienne pour confier leurs terres à plusieurs entreprises multinationales, sous prétexte que c'est soi-disant le moyen le plus efficace de construire une économie nationale productive, le gouvernement du président Alan Garcia a engagé une vaste démarche réglementaire axée autour de 9 décrets législatifs infâmes (DL 994, 1064, 1020, 1081, 1089, 1090, 1083, 1060 et 997), émis le 28 juin 2008, par une démarche abusant elle-même d'un certain nombre de principes constitutionnels.

La procédure s'est confrontée à une forte et courageuse opposition de la part des populations directement concernées. Celles-ci se sont majoritairement fédérées autour de l'AIDSESEP, « Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne », collectif qui officiellement regroupe 1350 communautés de 65 groupes ethniques, soit 600 000 personnes. Son leader le plus charismatique est Alberto Pizango. L'AIDSESEP, d'abord engagée dans un répertoire d'action citoyen, autrement dit passant par une multitude de recours interminables et le harcèlement du pouvoir, n'a eu pour seules réponses que des déclarations ouvertement racistes ou de grand mépris social, ou des aveux d'irresponsabilité de la part de tous ceux qui devraient être responsables, les plus hautes autorités de l'État. Les accompagnaient une stigmatisation de la part des media officiels.

Le mouvement est contraint d'aborder au printemps une nouvelle stratégie désespérée et urgente, passant par le lancement de la grève générale le 9 avril



Route de Bagua, 5 juin 2009 (Photo : Survival)

2009, et la déclaration de l'État d'Insurrection le 15 mai, matérialisé principalement par le blocage de routes déterminantes pour l'économie de pays.

Le 5 juin survint le drame à proprement dit, par ailleurs largement prémédité selon les premières informations. Une offensive lourde est lancée par la DINOES (Direction Nationale de Opérations Spéciales), une police militarisée dotée de moyens aériens et d'armes de guerre, sur le blocage de la route Fernando Belaunde Terry, à Bagua, dans la province de l'Amazonie. La date n'est pas choisie par hasard, une semaine avant la programmation de la Grande Journée d'Action Nationale, le 11 juin, et vise clairement à terroriser toute personne qui tenterait de se réapproprier politiquement ses choix de vie.

Dès lors se succèdent tirs d'armes, exécutions sommaires de leaders associatifs détenus, viols de femmes, crémation discrète de corps. Il y a des dizaines de prisonniers dans des conditions injustifiables (si l'enfermement puisse lui-même se justifier), des dizaines de blessés qui contraignent l'hôpital de Bagua de fermer ses locaux sous l'affluence, des actes humiliants innombrables, et surtout un décompte initial de 35 morts (selon les dernières informations, difficilement collectées, 61 personnes seraient toujours portées disparues).

Devant l'émoi international, les responsables de ce crime contre l'humanité, en premier lieu Alan Garcia, Yehude Simon, président du Conseil des Ministres, Mercedes Cabanillas, ministre de l'Intérieur, et de nombreuses personnalités du mouvement apriste "au pouvoir", ont tout d'abord rejeté la faute sur leurs propres victimes, profitant du fait que leur propre résistance ait occasionné la mort de 9 agents de police. C'est ainsi que plusieurs leaders contestataires ont vu leurs têtes quasiment mises à prix, ouvertement qualifiés de "terroristes". Alberto Pizango a dû demander l'asile à l'ambassade nicaraguayenne ; Santiago Manuin Valera, président du comité de lutte provincial de Condorcanqui, hospitalisé car ayant été atteint de 8 balles, était menacé juridiquement. Aujourd'hui, davantage pour temporiser comme il l'annonce lui-même (« *Si nous ne sommes pas prêts et si certains ont peur, il faut aller plus lentement [...]* »), Alan Garcia déclare voir fait un pas vers la paix, uniquement en abrogeant 2 des 9 décrets dont la suppression était la base minimale de la solution du conflit. En réalité cette mesure est davantage un message pour rassurer la "communauté internationale". Les mesures judiciaires contre les opposants

## PÉROU

.../...

ne sont pas terminées, le vœu de céder les richesses amazoniennes aux entreprises étrangères est toujours d'actualité, la région de Bagua est toujours sous contrôle militaire et sous couvre-feu, les criminels sont toujours au gouvernement.

Pour ne pas rester dans la simple information événementielle, il convient de placer ces événements dans un certain contexte à long terme. Tout d'abord, ce n'est qu'un exemple de plus dans la longue liste des mouvements sociaux latino-américains initiés depuis maintenant une quinzaine d'années, avec une méthode autonome, très déterminée et démocratique, qui déroutent les pouvoirs non habitués. La capacité à paralyser des économies régionales entières, avec la collaboration de radios alternatives performantes, et à défendre avec efficacité ses propres droits collectifs et individuels fondamentaux, est impressionnante, et nous avons beaucoup à en apprendre.

Ensuite cette lutte s'inscrit dans le long réveil des peuples amérindiens auquel nous assistons depuis le début des années 1990 et le dépassement de 500 ans de colonisation, d'exploitation et d'impérialisme européens. La déclaration du 15 mai qui annonce un retour concret aux normes de vie communautaire traditionnelle montre à quel point cette revendication, oh combien justifiée !, est toujours d'actualité. Les messages de solidarité, des guaranis aux mapuches en passant par les mayas, montre une certaine convergence entre les idéaux légitimes de tous ces peuples, très beaux quand ils luttent pour se réapproprier leurs territoires et leurs modes de vie.

Enfin, la violence avec laquelle on a conduit la répression (et la "négociation" préalable) montre que le fascisme imprègne toujours de grandes couches sociales proches des pouvoirs d'influence en Amérique Latine. Le terme fasciste lui-même est utilisé dans l'annonce du communiqué de l'Association des Écrivains du Pérou, émis le 7 juin. Il est légitime quand on met justement ce massacre en parallèle avec 2 précédents tragiques, parmi tant d'autres ces 25 dernières années. Il y eut le « massacre des maisons d'arrêt » [*masacre de los penales*] dans la nuit du 18 au 19 juin 1986, commis dans les prisons de San Juan de Lurigancho, El Fronton et de Santa Barbara, durant lequel on profita d'une tentative de mutinerie pour exécuter sommairement environ 300 prisonniers prétendument liés au Sentier Lumineux ; à l'époque le président qui a ordonné, s'est vanté et est resté impuni en se réfugiant à Paris durant les



Manifestants indiens en état d'arrestation (Photo Survival)

années 1990 quand ont progressé les procédures judiciaires, était déjà... Alan Garcia. Il y eut aussi le massacre d'El Porvenir, le 11 septembre 2008, dans la province frontalière bolivienne de Pando, dont le préfet droitiste Leopoldo Fernandez a ordonné l'attaque d'un cortège de paysans indigènes, causant la mort de 18 personnes et la disparition de 30 autres compagnons. Alan Garcia a déjà commis des crimes contre l'humanité il y a 23 ans, et il est à nouveau président de la République, reconnu comme un cher partenaire par l'ensemble de la communauté internationale.

Il faut garder en mémoire que ce genre de violences gratuites a des conséquences psychologiques, sociologiques et politiques à très long terme au sein des populations. Le film *Fausta*, de la réalisatrice Claudia Llosa, pour lequel le CIIP a participé à l'organisation de l'avant-première mardi 23 juin au Ciné Le Club, montre ainsi par exemple comment une femme quechua vit dans le traumatisme permanent consécutif aux atrocités qu'ont subies ses propres parents dans les années 1980.

Au passage, le pouvoir péruvien est considéré comme partenaire privilégié par notre chère diplomatie française. Nous approvisionnons une partie de son armement, notamment en hélicoptères Rafale. La dernière visite protocolaire du Premier Ministre François Fillon a eu lieu en mai 2008.

De notre côté, malgré la distance, nous ne pouvons qu'exprimer notre solidarité avec la lutte de nos compagnons, qui somme toute, sont confrontés au même système de domination, d'exploitation et d'oppression.

Yannick Lardet